

Vérifier au prononcé

67^{ème} réunion directive Du Conseil du Commerce et du Développement

de la CNUCED

Déclaration de Djibouti

4 février 2019

Point 2 de l'Ordre du Jour : Rapport 2018 sur les pays les moins avancés : L'entrepreneuriat au service de la transformation structurelle – Changer de cap

Monsieur le Président,

Djibouti souhaite remercier le secrétariat de la CNUCED pour l'organisation et le contenu de cette session que nous trouvons bien adaptée au contexte développement actuel de nos pays.

Nous souhaitons également et particulièrement remercier M. Paul Akiwumi et M. Rolf Traeger pour leur inlassable travail en faveur des préoccupations des PMA et leur coopération effective.

Djibouti s'associe aux déclarations faites aux noms du Groupe des 77 et la Chine, du Groupe Africain, du Groupe Arabe et du Groupe PMA.

Le thème de discussion retenu pour cette session est crucial, pour la poursuite de notre réflexion commune sur le développement, ainsi que pour les travaux et agendas futurs, au niveau international et régional. Il s'agit de concilier la transformation structurelle et l'Entrepreneuriat pour un développement durable et inclusif. Développer des politiques qui facilitent l'entrepreneuriat pourrait accélérer la transformation structurelle. C'est donc dans ce domaine que nos efforts se concentrent et Djibouti a ainsi créé un Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat (CLE).

La transformation structurelle est amorcée dans nos pays, certes pas au rythme souhaité, mais nos gouvernements y travaillent ardemment pour que cette transformation soit durable. Djibouti fait partie de ces pays qui ont su exploiter les opportunités offertes par le secteur des services. Elle a réussi à développer l'industrie des services portuaires et des télécommunications au niveau national et régional.

Djibouti ambitionne d'être un hub régional, et cette ambition ne peut se faire qu'avec la pleine coopération des pays africains, aussi bien au niveau régional que continental. Nous devons certainement harmoniser nos stratégies politiques, opter pour une vision commune qui nous permettrait de développer conjointement/parallèlement les infrastructures nécessaires à une intégration régionale effective et efficace.

Les efforts d'harmonisation et de renforcement de nos avantages comparatifs afin de les mettre au service de nos économies sont cruciaux et à cet égard Djibouti se félicite de l'adoption de la zone de libre échange continentale (ZLEC).

L'industrie du tourisme est un autre secteur probant pour Djibouti et est en train de retenir l'attention. Nous tenons à rappeler que Djibouti a été nommée en 2018 Capitale Mondiale de la Culture et du Tourisme par le prestigieux Conseil Européen du Tourisme et du Commerce.

Le tourisme représente moins de 3% du PIB, il s'agit d'un secteur à forte valeur ajoutée mais pour l'instant pas suffisamment exploité par Djibouti.

L'industrie représente également un faible taux de pourcentage soit 1% dans l'ensemble des secteurs d'activité. Mais l'industrie fait également partie de secteurs retenus comme prioritaires. Pour contrecarrer la concurrence étrangère, le Gouvernement soutient l'industrie de transformation et appuie les entrepreneurs nationaux pour la production et la commercialisation de biens sur place. Pour vous donner des exemples concrets sur Djibouti, nous avons la création d'usines de traitement d'eau, de céramiques, de marbres, d'une usine de cimenterie, et début dans l'agro-alimentaire, tout ceci qui constituent les principales sources d'investissement dans le secteur secondaire .

Nous sommes conscients que toute croissance se doit d'impacter le développement social, de créer des emplois, de contribuer à la réduction de la pauvreté et nos politiques ciblent désormais une croissance axée sur le résultat. Nos politiques s'efforcent tant bien que mal de réformer, entre autre, le système fiscal pour mobiliser les ressources intérieures nécessaires pour réaliser des investissements publics, de remédier à la question du coût élevé des facteurs de production, de faciliter l'accès à la formation et au crédit.

Monsieur le Président,

Pour atteindre les ODD, le chemin est encore long, beaucoup reste à faire en amont. Nous exhortons les pays membres développés et émergents à appuyer les efforts des PMA par davantage de coopération dans les domaines de la formation, du renforcement des compétences techniques, le transfert de savoir-faire et technologique.

Nous vous remercions pour votre attention.

Mission Permanente de la République de Djibouti
15, ch. Louis-Dunant
1202 Genève
T : + 41 (0) 22 749 10 90
F : + 41 (0) 22 749 10 91